



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions

- TPSGC

11 Laurier St./ 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

## Revision to a Request for a Standing Offer

## Révision à une demande d'offre à commandes

National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

## Comments - Commentaires

This document contains a security requirement.

Ce document contient une condition de sécurité.

## Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

## Issuing Office - Bureau de distribution

Maintenance & Professional Consulting Services  
Division (FK)

11 Laurier St./ 11, rue Laurier

3C2, Place du Portage, Phase III

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> SMART BUILDING SERVICES		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EN438-170958/A		<b>Date</b> 2016-12-21
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 20170958		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 009
<b>File No. - N° de dossier</b> fk289.EN438-170958	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$FK-289-71747		
<b>Date of Original Request for Standing Offer</b> Date de la demande de l'offre à commandes originale		2016-10-20
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2017-01-16</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Ghoumrassi(fk div), Hakim		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> fk289
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873) 469-4910 ( )		<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-3600
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>		
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>		
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

La modification 009 à l'invitation est publiée afin de corriger la modification 007, uniquement en français.

Veuillez supprimer la deuxième page dans son intégrité et veuillez la remplacer par ce qui suit :

La présente modification 007 vise à 1) répondre aux questions posées par l'industrie; 2) fournir des précisions sur la réponse 2 de la modification 006 concernant la définition d'un soumissionnaire; 3) modifier l'annexe A, Énoncé des exigences (EE); 4) modifier la Partie 4 de la DOC; 5) modifier l'annexe B, Offre financière, 6) changer la date de clôture de l'invitation à soumissionner et 7) changer le responsable de l'offre à commandes.

1)

Q1. La DP ne mentionne pas les allocations pour les frais de déplacement. Actuellement, le Canada suppose que l'entrepreneur présentera un prix ferme (par immeuble), plus une carte des tarifs pour les services optionnels. Dans le cadre de l'évaluation du prix ferme, SPAC a choisi d'attribuer un pourcentage d'immeubles selon les résultats de la première, de la deuxième et de la troisième place, et les entrepreneurs ne savent pas actuellement quel bâtiment leur sera attribué. Cela fait en sorte qu'il est très difficile d'évaluer exactement le montant des frais de déplacement, puisque les entrepreneurs ne sont pas situés dans toutes les villes. Il n'y a aucune manière d'estimer les déplacements pour le prix ferme, et les taux de main-d'œuvre, puisque les emplacements sont inconnus. Est-ce que le Canada pourrait permettre que le prix des déplacements soit indiqué séparément au moment de l'établissement de l'autorisation de tâches afin de s'assurer que l'estimation des coûts est équitable et transparente à l'échelle de tous les entrepreneurs?

*R1. Veuillez consulter l'annexe B, Offre financière révisée, jointe à la présente.*

Q2 L'État pourrait-il clarifier sa réponse à la question n° 2 de la modification n° 004? On ne répond pas vraiment à la question, mais seulement à l'exemple décrit dans la question.

#### **Du modification n° 004- Question 2 : P(Q8) : amiante**

1. Selon le tableau fourni par le Canada en réponse à la question 8, il est clair qu'une grande proportion des bâtiments visés par cette demande d'offre à commandes contiennent de l'amiante. Les divers types d'installations où l'on trouve de l'amiante risquent de faire varier substantiellement les coûts de manipulation et d'élimination dans chacun des bâtiments visés par les commandes subséquentes. Dans ce contexte, l'État pourrait-il envisager d'exclure tous les coûts éventuels de manipulation et d'élimination de l'amiante dans le cadre de cette demande d'offre à commandes?

*R2 S'il faut effectuer des travaux de construction, l'entrepreneur doit communiquer avec un représentant de l'État pour savoir où se trouvent l'amiante ainsi que les autres matières dangereuses, le cas échéant. Au besoin, un représentant de l'État remettra à un entrepreneur effectuant des travaux dans un bâtiment fédéral un rapport sur les substances désignées ou un rapport semblable (selon la région dans laquelle se trouve le bâtiment). Le rapport en question portera sur la zone où l'entrepreneur effectuera les travaux. Les projets pilotes de mise en œuvre de bâtiments intelligents et le volume de travaux nécessaires nous permettent de croire qu'il ne faudra pas mener de travaux d'élimination de l'amiante et que l'entrepreneur ne sera exposé à aucun risque.*

*Si l'amiante se trouve à proximité de la zone de construction, il faudra envisager de mener les installations à un autre endroit. S'il n'y a pas d'autres zones d'installation possibles et qu'il faut éliminer l'amiante, l'État aura l'entière liberté d'effectuer les travaux ou d'en assumer les coûts, mais les travaux en question ne pourront débuter tant que l'entrepreneur n'aura pas reçu l'autorisation préalable.*

2) Fournir des précisions concernant la réponse à la question 2 de la modification 006 - définition d'un soumissionnaire.

*Si un soumissionnaire souhaite profiter de l'expérience d'une entité juridique distincte, comme une société mère ou affiliée, il doit former une coentreprise avec cette société mère ou affiliée et présenter une offre commune. TPSGC ne peut évaluer les qualifications d'un tiers qui n'est pas une partie à l'offre.*

3) Veuillez consulter l'EB révisé.

4) Veuillez consulter la Partie 4 révisée de la DOC.

5) Veuillez consulter l'annexe B, Offre financière révisée, jointe à la présente.

6) changer la date de clôture de l'invitation à soumissionner du 21 décembre 2016 au 16 janvier 2017.

7) Au 7A.1.1 responsable de l'offre à commandes, supprimer son intégralité et remplacer par ce qui suit :

#### **7A.5.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes est :

Hakim Ghoumrassi  
Chef d'équipe d'approvisionnement par intérim  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Services de l'attribution des marchés immobiliers  
Place du Portage, Phase III, pièce 3C2  
11, rue Laurier  
Gatineau (Québec) K1A 0S5  
Téléphone : 873-469-4910  
Télécopieur : 819-956-3600  
Courriel : [hakim.ghoumrassi@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:hakim.ghoumrassi@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

**Il n'y a aucune autre modification.**